



Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux
Observatoire Social Tunisien

CAHIERS DU
FTDES N°7

Marginalité sociale, marginalité spatiale.

Entre intégration, régulation et mise à l'écart.

Coordination : Cyrine Kheder

Septembre 2022

D'une marginalisation sociale et spatiale vers un développement territorial durable : Que cache le silence des ruines des ksours à Tataouine ?

Nesrine Ellouze ¹²²

Résumé

Cet article présente une recherche-projet menée à Tataouine qui met en évidence la marginalité sociale et spatiale dans la région ainsi que ses causes latentes et apparentes.

Au cours de ces dernières années, Tataouine a été le théâtre de plusieurs revendications axées particulièrement sur le développement régional et l'emploi des jeunes, dont le plus célèbre celui de "El Kamour". Reste que la région détient une ressource patrimoniale inexploitée et abandonnée (les ksours). Ainsi, créer une dynamique autour du patrimoine ksourien pourrait réussir à fédérer les acteurs du territoire autour d'un projet ambitieux de préservation du territoire patrimoniale et de promotion de l'identité locale.

La méthodologie adoptée consiste par conséquent à comprendre les rouages constitutifs de la marginalité socio spatiale. Le but étant de déconstruire en proposant des mesures d'insertion et d'amélioration afin de nouer des liens entre les institutions permettant d'encourager la coopération et l'investissement dans le secteur du tourisme culturel.

Mots-clés : Marginalisation, exclusion, ressources patrimoniales, tourisme culturel, développement territorial.

¹²²Docteur en aménagement de l'espace et en urbanisme Desinger Social ,Université de Sfax .

Abstract

This article presents a research-project developed in Tataouine that highlights the social and spatial marginality in the region and its latent and apparent causes.

Over the last few years, Tataouine has been the scene of several claims focusing particularly on regional development and youth employment, the most famous of which was that of "El Kamour". However, the region has an unexploited and abandoned heritage resource (the ksour). Thus, creating a dynamic around the ksour heritage could succeed in federating the actors of the territory around an ambitious project of preservation of the heritage territory and promotion of the local identity.

The methodology adopted therefore consists of understanding the constituent workings of socio-spatial marginality in order to deconstruct it through the proposal of measures for insertion and improvement of the perspective of establishing links between institutions allowing for the encouragement of cooperation and investment in the cultural tourism sector.

Keywords: Marginalisation, exclusion, heritage resources, cultural tourism, territorial development.

Introduction

Dans un contexte conflictuel, la région de Tataouine est considérée comme un territoire condamné au déclin, à la marginalisation et à la stagnation socio-économique souvent qualifié de difficile, de marginale ou encore de défavorisé, par opposition aux zones du Nord plus avantagées. Plusieurs débats ont été lancés pour penser un développement équitable et durable de cette région. Généralement, la problématique posée au niveau des régions dites marginalisées de par leurs reliefs et/ou leurs climatologies spécifiques, consiste à assurer une adéquation entre la gestion efficace de leurs ressources et une mise en valeur de leurs potentialités, dans le cadre d'un système où la création des richesses ne devrait pas incomber seulement à l'État et où l'autonomie des collectivités locales pour la promotion du développement reste prépondérante (Kebir, 2010).

Ainsi, le questionnement sur diverses stratégies d’insertion est au cœur de cet article. D’ailleurs, « La situation de marginalité n’est pas un donné, elle est une construction sociale et politique, matérielle et idéelle, cognitive et discursive. La marge est toujours – comme n’importe quel territoire – dynamique» (Édith Fagnoni, Olivier Milhaud et Magali Reghezza-Zitt, 2017). Ainsi, une région telle que Tataouine qui regorge d’un patrimoine culturel matériel et immatériel non exploité est totalement abandonné à son sort. Cette ressource peut constituer un levier de développement territorial d’une grande importance. De ce fait, cette recherche tente d’examiner les possibilités de valorisation de patrimoine à Tataouine en relation avec les protestations que vit cette région. Comment réagir dans l’immédiat sur le terrain pour relever le défi et engager le patrimoine dans un processus de développement durable où il se positionnera comme un vrai levier de développement local ? L’hypothèse est que la création d’une dynamique autour du patrimoine ksourien et la mise en place d’une stratégie d’exploitation du fort potentiel patrimonial et culturel de la région pourrait permettre un développement territorial économique qui est « susceptible d’ouvrir une perspective de projets innovants afin de mettre en valeur les ruines de ksour derrière lesquelles se cachent des conflits institutionnels, sociaux et intergénérationnels ». (Ellouze, 2019).

De plus, la bonne valorisation du potentiel du tourisme patrimonial et culturel caractérise la capacité d’un pays à bien exploiter l’ensemble des constructions humaines qui ont une grande valeur culturelle et à favoriser l’accès aux investissements à travers la mise en valeur de ses gisements. Ce processus passe d’abord par l’élaboration d’un sens d’appartenance individuel et collectif (Unesco, 2020). Par le passé, ces constructions monumentales « les ksours » avaient une importance capitale au regard des générations qui les ont conçus et exploités. Mais peu à peu, l’évolution de la société a provoqué dans ces régions un changement des valeurs socioculturelles imposant une patrimonialisation de ses gisement pour y encourager le tourisme (Kancel *et al.*, 2013 ; Vernieres, 2015). A noter aussi que plusieurs régions, au niveau national ou international, se sont tournés vers la valorisation de leurs patrimoines matériels et immatériels dans le but précisément de développer le secteur touristique, les ressources du patrimoine culturel sont de plus en plus mobilisées dans des projets durables : « des projets de territoires » (François *et al.*, 2006).

Nous nous proposons donc, à explorer à travers cette recherche, la possibilité d'envisager une société inclusive où le patrimoine culturel serait appelé à être un levier de développement territorial. En apprenant à valoriser leur patrimoine culturel, les habitants pourraient découvrir leur véritable identité et ce qu'ils ont de commun à partager. La caractérisation et la gestion participative de ces biens culturels communs ne peut qu'engendrer une société plus stable et solidaire capable même d'enrayer l'exode rurale.

Donc, en s'appuyant sur un travail sur le terrain et des projets-recherche visant la promotion des ksour à Tataouine nous avons posé le problème de l'exclusion et de la marginalité dans cette région en essayant d'identifier les moyens permettant la contribution des ressources patrimoniales au développement territorial. L'objectif poursuivi est la réalisation de la mise en valeur du patrimoine et de permettre des prises de décisions par des démarches participatives qui met les habitants de la région au centre des préoccupations. Ces décisions doivent en premier lieu privilégier la protection environnementale, sociale et la lutte contre l'exclusion économique afin de réduire les vulnérabilités dont souffre la région de Tataouine et le patrimoine pourra constituer dans ce cas une ressource alternative de développement.

1. Mise en Contexte : Tataouine, un potentiel patrimonial en abondant

Le gouvernorat de Tataouine, qui a été créé le 2 mars 1981 par une scission du gouvernorat de Médenine, compte uniquement 150000 habitants environ, pourtant il est doté de la plus grande superficie en le comparant avec les autres gouvernorats. Tataouine est très riche en ressources naturelles : Gypse, marbre, minéraux, pétrole. Pourtant, ce gouvernorat présente le taux de chômage le plus élevé du pays et le nombre de chômeurs ne cesse d'augmenter dans la région, atteignant 17.000 chômeurs. Le taux de chômage est de 32.4% alors que le taux chômage national ne dépasse pas 15,1%. Le commerce à Tataouine se base surtout sur le commerce informel avec la Lybie et le taux de pauvreté dépasse 15%.

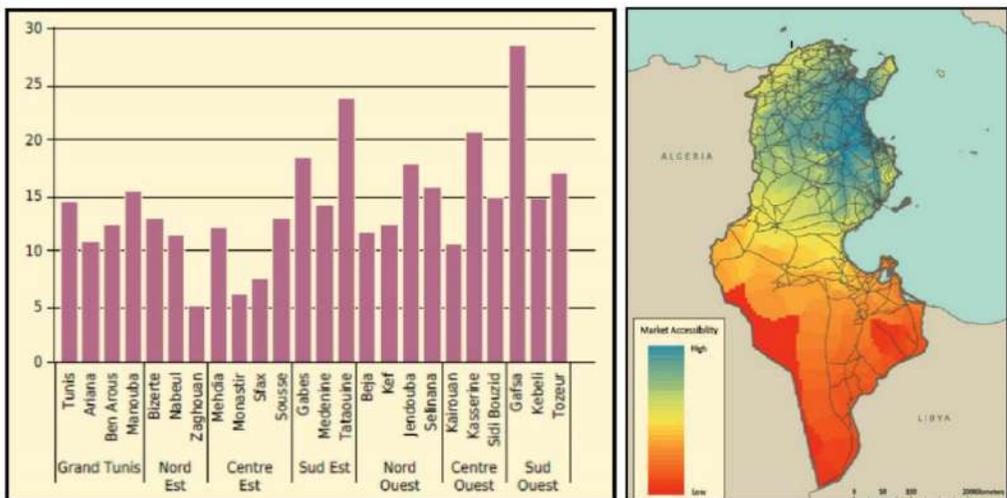


Figure 1 : Tataouine avec le taux le plus élevé de chômage en Tunisie.

Source : Banque Mondiale, *Accessibilité du marché à travers la Tunisie, la Révolution Inachevée*, pp.303 et 306.

Sur le plan historique, la région de Tataouine a connu durant son histoire la succession et le brassage de plusieurs civilisations et maints vestiges dont le plus célèbre est le ksar.

Les ksour s’étalent sur un espace qui représente le tiers de la superficie de la Tunisie, sur le territoire de deux régions administratives, les gouvernorats de Tataouine et de Médénine. Selon le dernier recensement réalisé en 2010 dans le cadre d’une collaboration scientifique tuniso-allemande (Popp et Kassah, 2010), le Sud-Est tunisien compte 92 sites. La chaîne Matmata-Demer contient plus de 70 % du total recensé, soit 66 ksour, qui sont situés dans les montagnes ou dans les plaines.

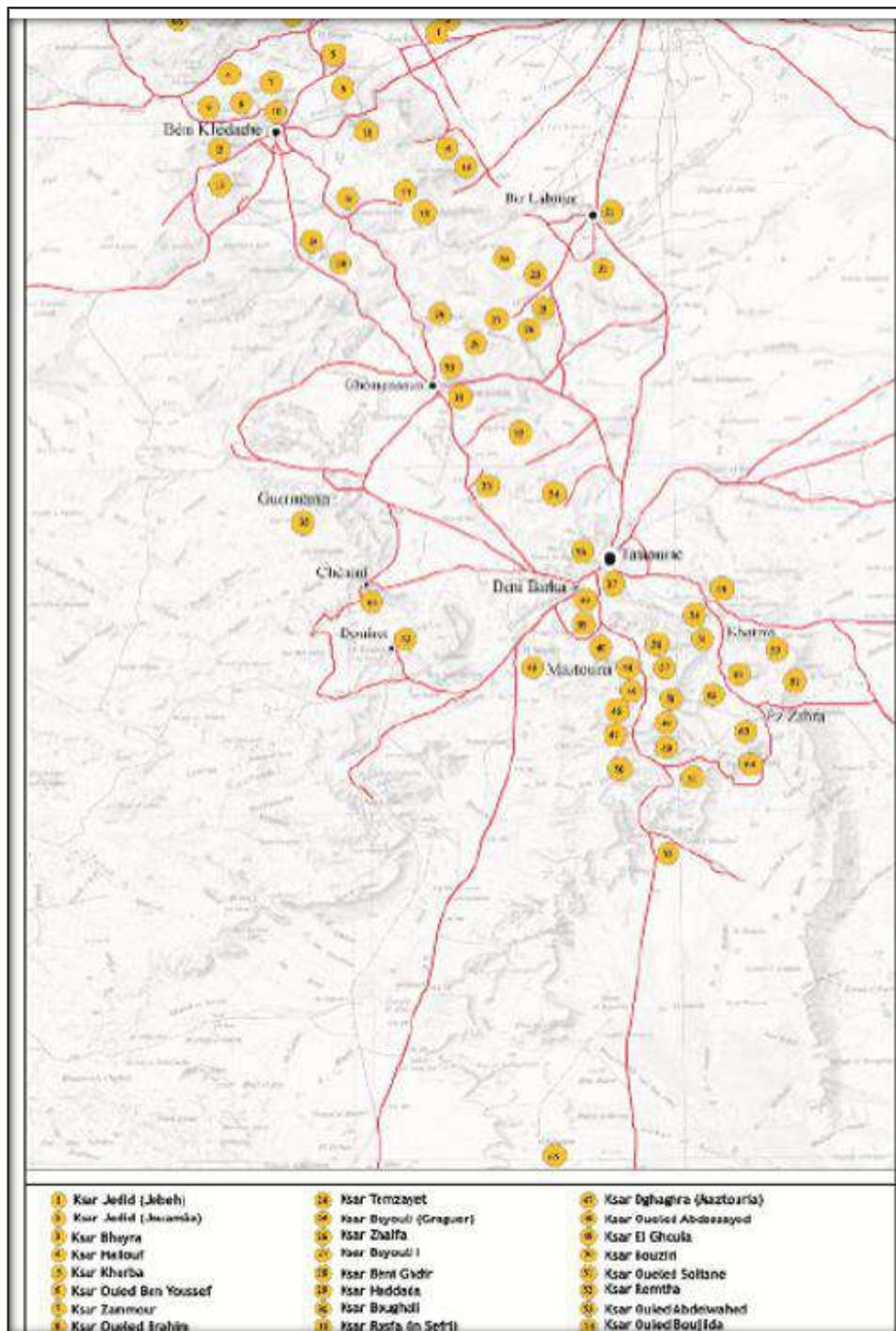


Figure2 : La répartition des ksour dans le Sud-Est tunisien.

Source : Hammami, 2013.

Le ksar qui servait auparavant à emmagasiner les denrées et la provision des tribus, est vu aujourd'hui comme un système complexe qui accumule le savoir, le savoir-faire et le savoir-être, mis à part sa grande valeur historique et ses ressources culturelles et naturelles. Ces ressources constituent un " Plus-Value" de l'identité du territoire. L'environnement naturel des ksour donne au territoire de Tataouine une grande valeur attractive, mais seule ombre dans le tableau, ces majestueux monuments sont en péril, étant donné leur état de dégradation avancé.

Selon le commissariat régional des affaires culturelles à Tataouine (2021), uniquement deux ksour sont exploités et le pourcentage d'exploitation est de 0.18% dans toute la région de Tataouine. Par contre le nombre des ksour totalement abandonnés est de 28 Ksar à Tataouine ce qui fait que plus que 40% des nombres des ksour sont en état d'abandon total.

Doit-on se demander que cache le silence des ruines ?

Pour se pencher un peu sur la problématique, nous remarquons que plusieurs éléments entrent en contact et se croisent, ce qui nous confirme que notre objet de valeur ksar est bien complexe. Nous allons revenir pour parler encore de la valorisation la grande richesse patrimoniale de région, les ksour, mais il nous semble à ce stade de notre recherche qu'il est pertinent de revenir à notre problématique et notre contexte en relation avec la marginalisation sociale et professionnelle vécue à Tataouine malgré la grande richesse et la valeur sociale du patrimoine ksourien.

2. Tataouine : région marginalisée ayant un grand potentiel de développement

Depuis la révolution de 2011, le sud tunisien comme les autres régions du pays a connu plusieurs mouvements de contestations dont le plus célèbre est celui d'« El Kamour ». Les revendications ont été axées sur l'emploi des jeunes et le développement de cette région marginalisée. Le slogan « Rokh la » est devenu un slogan pour les manifestations, écrit sur les murs des bâtiments dans tout le gouvernorat de Tataouine comme preuve de la détermination des manifestants. Ce slogan exprime le refus de reculer jusqu'à aboutissement de

leurs demandes réclamant la mise en œuvre des promesses faites depuis plusieurs années par les gouvernements successifs.

Ces manifestations qui ont éclaté le 15 mars 2017 dans la localité de ksar « Ouled Dabbeb », du nom d'un monument historique phare dans le gouvernorat de Tataouine, ont duré plus de quatre ans. Les manifestations continuent de prendre de l'ampleur suite à la grande crise de juillet 2020 où les protestataires ont décidé de bloquer les sites de production pétrolière et de fermer la vanne du site de pompage de pétrole d'«El Kamour ». C'était une façon de rappeler au gouvernement la nécessité d'appliquer les accords de 2017.



Photo.1 : Les manifestations dans la ville de Tataouine le 22 Juin 2020

Source : AFP - FATHI NASRI

Au premier regard, le choix des protestataires de privilégier le ksar de « Ouled Dbeb » pour déclencher leurs manifestations nous paraît évident. Personne ne nie l'importance symbolique et la valeur sociale de ce monument historique aux yeux des citoyens, en ce sens qu'il représente la société conservatrice dans toute son authenticité et sa fierté. Surtout que Tataouine est aussi caractérisée par un tissu social communautaire et un contrôle politique

et social informel par les tribus arabes et berbères. Ce contrôle se manifeste de plus en plus lors des gestions de conflits.

D'ailleurs, en parlant de Tataouine, tout un lexique s'invite exprimant l'« exclusion » et la « marginalisation » (Tahmich) qui occupe de nos jours l'essentiel du discours des instances publiques sans vraiment expliciter le sens de ce genre de vocables. De surcroît, dans l'imaginaire collectif, Tataouine est relié à un espace désertique, isolé. « L'outre-monde » comme l'appelait André Breton. Vivre dans ces lieux évoque naturellement l'écart et la distance vu que « *La marginalité de ces lieux appelle en retour des pratiques singulières et plurielles poussant le visiteur à se frayer un chemin pour atteindre l'ultime caractéristique de l'hétérotopie.* » (Ellouze, 2019).

Pour Berthet :

« *Vivre en marge, être en marge signifie une non-intégration à un groupe social, à une catégorie donnée, un refus de se soumettre à la norme, "être non conforme aux normes d'un système donné". De ce point de vue, la marge en tant que refus et en tant que tentative de vivre "autrement", d'inventer d'autres types de rapports, exprime un choix, une liberté qui se distingue de la situation de fait. De cette marge aux aspects et degrés variés s'inventent parfois des alternatives de vie, des utopies, fermentent des projets, prennent formes certaines insoumissions. C'est en cela que les deux termes [la marge et le centre] ne sont pas superposables. Une forme de marge ne subit pas l'autorité du centre, ou plutôt la vit-elle autrement* » (Berthet, 2004 : 12).

C'est ainsi que le rejet de se soumettre à la décision prise par le système et l'état central se caractérise par une aspiration de retour au passé et aux valeurs conservatrices des tribus. De ce fait, le mouvement du « Elkamour » trouve un fondement dûment légitimé par des facteurs historiques et culturels qui cimentent les relations entre les habitants du gouvernorat. C'est même l'un des principaux facteurs qui explique la réussite de ce genre de manifestations dans les régions du sud. Par ailleurs, il est important de remarquer que selon nos constatations tout au long d'une période de cinq ans passés dans un travail de terrain dans la région du sud-est tunisien, la situation tendue et l'ambiance conflictuelle entre l'État et les mouvements protestataires ont rendu quasi

impossible tout investissement d'ordre culturel dans cette région. Cela pourrait s'expliquer par le fait que les protestataires de la région y voient des dépenses superflues ne pouvant être tolérées par une société qui porte sur les Arts un regard peu passionné, les considérant comme une activité qui ne traduit pas leurs vraies valeurs, plutôt conservatrices.

D'ailleurs, depuis 2017, le gouvernorat de Tataouine a engagé plusieurs actions tendant à la réhabilitation et la valorisation du patrimoine culturel de la région, mais celles-ci ont été souvent regardées comme étant des moyens de diversion pour détourner le regard des citoyens sur les vrais problèmes, comme la pénurie d'eau, le chômage et autres. Même les multiples restaurations effectuées par les pouvoirs publics dans le but de les maintenir en bon état sont restées « stériles », sans un véritable rendement économique profitant à la région. A cela s'ajoutent les problèmes se rapportant à la propriété foncière des monuments et à la lourdeur des procédures administratives pour les régler, sujet qui nécessite plusieurs démarches de collecte de données.

Nous nous demandons si le gouvernement, en établissant l'accord d'El Kamour avec les protestataires, a pris en considération la valeur patrimoniale dont regorge la ville de Tataouine et s'ils ont pris aussi en considération la nouvelle loi de l'économie sociale et solidaire qui a été approuvée récemment par le parlement et pouvant appuyer cet accord.

Dans le même sens, plusieurs voix se lèvent pour questionner l'accord de El Kamour. Son contenu se focalise uniquement sur l'affectation de milliers de chômeurs dans des sociétés pétrolières et des sociétés non productives et ne mentionne en aucun cas un développement durable et équitable. Cela nous pousse à nous questionner si cet accord va réellement changer la réalité du développement de la région. Cet accord serait-il capable d'établir une nouvelle approche de développement garantissant la justice entre les régions et ne consacrant pas la logique du régionalisme et des tribus au détriment de l'adoption de l'État de droit et à l'unité nationale ? Et si c'est possible, comment ?

Le Gouverneur de Tataouine avec qui nous avons eu un entretien direct le 27 novembre, estime que l'accord du El Kamour n'est pas du tout suffisant.

Il ajoute qu'il faut se mobiliser dans cette dynamique sociale pour penser des projets touristiques, culturels, sociaux et solidaires, même en partenariat public privé. Il ajoute que seuls les projets de développement social, touristique et culturel sont capables de perdurer dans le temps vu que l'investissement dans l'extraction des énergies fossiles n'est plus rentable et que l'investissement dans les ressources naturelles n'est pas suffisant pour bâtir un monde équitable. Il postule aussi que Tataouine n'a pas eu la chance de connaître ce genre de projet pour accumuler de l'expérience et rares sont les investisseurs qui ont voulu s'investir dans le secteur du patrimoine culturel, vu l'absence d'une approche globale du développement. L'accumulation de l'expérience est très importante dans une région qui vit dans un climat social très tendu depuis plusieurs années.

Mansour Boulifa, historien et membre actif de la société civile de Tataouine, affirme que les personnes qui revendiquent de l'emploi n'ont aucune idée sur l'histoire et la culture patrimoniale de leur pays n'ont aucune expérience dans le domaine. Les ponts pourraient se construire selon lui en invitant l'état à repenser la relation entre le régional et le central.

De notre côté, nous pouvons estimer que la dynamique des protestations que la région a connu nous a invité à assister à un changement de perspective de plusieurs « acteurs de la société civile ». Dans certains cas, nous avons en effet jugé nécessaire d'anticiper « l'approche analytico-descriptive » pour adopter une « perspective pragmatique ».

Il est intéressant de signaler que la thèse d'E. Durkheim selon laquelle la marginalité est « *une anticipation et un acheminement vers ce qui sera* » vient d'être reprise depuis quelques années par certains sociologues, tels que A. Touraine, permettant par conséquent une adaptation des structures au changement des comportements et à l'évolution des mentalités. Cette marginalité revêt donc pour ainsi dire un aspect positif contribuant à l'évolution sociale. En revanche, elle est le plus souvent interprétée actuellement comme un signe de déviance par certains sociologues qui n'ont pas pris en considération la dimension spatiale de ce concept.

3. Le rôle de la société civile dans le développement territorial du patrimoine à Tataouine

Nous sommes face à une région qui a un rapport anthropologique au patrimoine culturel et un impact identitaire très grand, avec une importance historique des monuments très riche. En même temps, c'est une terre de paradoxe qui fait qu'il y a une impossibilité de faire avancer les projets culturels, surtout lorsqu'on parle de grands projets culturels dans une région qui regorge de patrimoine matériel et immatériel. Toutefois, il nous a été donné de constater à l'occasion de nos études sur place que les ONG se sont beaucoup impliquées dans le développement touristique. Malheureusement, leurs actions menées étaient sporadiques et non encadrées. A cet égard, il est évident que toute action visant la réhabilitation des ksour nécessite la concentration des efforts de créativité et d'innovation soutenus dans la durée. (Labiadh, 2017).

C'est la raison pour laquelle une politique mobilisatrice de toutes les parties prenantes et les « acteurs sociaux » agissant au niveau du développement durable serait à notre avis la démarche la plus appropriée pour la revalorisation des ksour. Yvon Lamy (1992 : 40), défendant le principe de l'appartenance des territoires aux acteurs sociaux, conçoit ainsi « le patrimoine comme terrain de rencontre entre administrations et associations ». Aussi, les établissements publics sont appelés à jouer un rôle de premier plan en vue de mettre à la disposition des régions concernées l'assise adéquate permettant de renforcer les projets d'aide et d'encadrement susceptibles de mettre en valeur les compétences.

Si nous résumons les différentes entraves auxquelles le ksar est confronté, nous pouvons citer :

- La dégradation de l'infrastructure
- L'aspect juridique très rédhibitoire
- La discordance entre les différents acteurs et à différentes échelles territoriales (Etat, gouvernorat, municipalités)
- L'ignorance et l'insouciance de la population locale
- Le manque de stratégie efficace pour la protection de l'environnement

- Le manque d'études approfondies et de projets pilotes pour encourager les investisseurs.
- Le danger lié à la fréquentation non surveillée des ruines (Ellouze,2019)

En 2018 et 2019, a eu lieu à Tataouine avec la présence des acteurs publics concernés par l'aménagement et la réhabilitation des ksour un projet-recherche intitulé le Désert Hétérotopique (Ellouze, 2019, 2021). Dans la deuxième session de ces projets qui s'est déroulé en 2019, trois groupes se sont répartis sur deux ksour choisis à savoir : Ksar Ouled Soltan, Ksar Dghaghra.

Les différents ateliers de réflexion ont permis la constitution d'un ensemble de groupes de travail composés d'universitaires, d'organisations de la société civile, de responsables des services publics et des acteurs économiques et professionnels du tourisme. Ces acteurs ont pensé ensemble plusieurs projets de valorisation des ksour et ils ont formulé les composantes principales des projets qui visaient à apporter un remède à la situation difficile du patrimoine à Tataouine. La finalité principale était de faire revivre les ksour tout au long de l'année (Ellouze, 2019).

Pour cela, trois axes stratégiques ont été définis :

- Opter pour le marketing comme démarche principale pour une mise en valeur des territoires, dans le cadre d'une démarche consensuelle avec toutes les parties intervenantes. A cet égard, il a été décidé de créer de nouveaux circuits thématiques culturels adaptés au mode de vie des amazighs afin d'améliorer l'offre locale et promouvoir un tourisme adéquat pour concilier le développement touristique et le respect des spécificités écologiques et culturelles locales. Ces circuits ont pour but :
- Encourager l'engagement des habitants dans ce programme d'actions par l'organisation en leur faveur de séances d'information et de formation sur la qualité de l'accueil des touristes et les conditions d'accès aux sites touristiques ;
- Instaurer des modalités de gestion efficace afin de bien contrôler les méthodes de financement des différents bailleurs de fond étrangers et doter les structures locales et régionales de moyens financiers adéquats leur permettant de

valoriser le patrimoine et d'engager les jeunes au travail dans le secteur touristique.

Ces trois points affichent clairement une démarche qui tend à renforcer l'autonomie des acteurs en les permettant d'accéder facilement à des démarches de gestion simplifiées et aux modalités de financement nécessaires. Ces axes sont en effet prometteurs de plusieurs moyens susceptibles d'aider au développement touristique et à un développement territorial harmonieux vis-à-vis l'ensemble des parties prenantes (Chamard et Schlenker, 2017).

4. Recommandations : comment le patrimoine peut-il contribuer au développement de la région de Tataouine

Il est désormais admis que certains monuments patrimoniaux suscitent un intérêt certain pour le tourisme. D'après nos expériences et des ateliers organisés en la matière, une mobilisation des atouts adéquats et une diversification des produits touristiques seraient susceptibles de mettre à profit des territoires structurellement défavorisés. Une telle démarche renforcerait les activités déjà en place, telles que festivités et rencontres pour faire sortir les territoires concernés de la vulnérabilité. (Abaab, 1997).

Ceci étant, il va de soi qu'en l'absence d'un programme d'action adéquat, il serait difficile voire même impossible de faire sortir de la crise les zones marginalisées. Envisager un programme détaillé doit être principalement axé sur un projet déterminé dans le temps et l'espace et mené en concertation avec l'ensemble des intervenants locaux. (Boutinet, 2012). Il serait indispensable de mettre en valeur les potentialités d'un territoire au moyen d'un programme global multisectoriel propulseur de développement. C'est là une des méthodes à même de fournir des disponibilités financières permettant d'enchaîner avec quelques actions « compensatrices ».

Dans le cas particulier des projets touristiques dans ces régions, les ksour pourraient offrir indéniablement un territoire à mettre en valeur en liaison avec tous les acteurs concernés tout en s'assurant de l'engagement de la population, condition indispensable pour le succès des actions envisagées. Selon Duvillard S. et Fauvel C. (2004), « *le support des activités doit faire consensus et la prise en conscience des acteurs locaux de cette nécessité, déclenche un nombre de*

projets touristiques plus ou moins réussis selon l'approche suivie (engagement des populations et des institutions locales, gouvernance locale et appui des autorités, choix de la forme du tourisme et des activités à développer, viabilité économique, etc.) et la capacité de l'espace rural à s'adapter à cette innovation fonctionnelle ».

Cette démarche est de nature à stimuler la coopération entre les acteurs intervenants dans les projets et plus particulièrement entre l'Administration, les établissements privés et les associations locales. Les habitants sont le plus souvent à court de moyens matériels et le tissu associatif ait enregistré un développement significatif depuis la révolution.

Les acteurs de la société civile disposent d'une marge de manœuvre très large leur permettant de coopérer utilement avec d'autres parties nationales ou étrangères afin d'encourager l'investissement privé. D'un autre côté, la capacité des associations à se conformer aux principes du développement territorial a été largement démontrée en vulgarisant les bienfaits du travail en commun.

Il est désormais nécessaire de miser sur une économie digitale du patrimoine culturel en remplacement des méthodes classiques largement entravées par son environnement physique et culturel. Ainsi, l'empathie et l'engagement envers les valeurs de la société et de son patrimoine culturel pourront apparaître à travers des plateformes digitales qui présentent et aident à repenser le patrimoine dans sa dynamique sociale interne, tout en impliquant les citoyens de la région à concevoir de nouvelles méthodes de développement économique et de transformation digitale.

Enfin, l'objectif à travers notre travail sur les ksour qui constituent un trait d'union patrimonial entre le passé, le présent et le futur, était de trouver des moyens pour assurer la promotion territoriale, en privilégiant une manière actuelle de parler et de faire parler de l'investissement, tout en stimulant l'envie de créer la richesse autour de ces vestiges. Il s'agit d'encourager le vécu émotionnel et la coopération parmi les usagers du territoire et de leur faire prendre conscience de la richesse patrimoniale et culturelle de leur lieu de vie et de son appropriation possible par tout individu, quelle que soit sa

connaissance du patrimoine. Aussi, pour développer la connaissance et l'appropriation des ksour les points suivants ont-ils été soulevés :

- Accorder une place plus importante aux habitants. La population locale fait partie intégrante de la problématique, dans la mesure où elle est la première concernée par la promotion du patrimoine et des techniques de sa mise en valeur.
- L'investissement est tributaire du développement d'une bonne stratégie de marketing territorial qui permettrait de mobiliser toutes les ressources patrimoniales des ksour pouvant jouer un rôle dans la valorisation du territoire.
- Organiser un échange intelligent et citoyen entre les différentes idées innovantes qui concernent le potentiel culturel dont jouit la région.
- Avoir recours au processus de l'innovation sociale et l'intelligence collective pour faire interagir le territoire patrimonial avec son environnement social, afin de mieux comprendre le rôle social de la réciprocité dans le développement durable des ksour.
- Mettre en adéquation le territoire avec l'évolution sociale et technique à travers une approche participative étant donné que les collectivités inventent et innovent en permanence.

Conclusion

De prime à bord, d'après ce qui a été présenté, il nous semble évident de dire que l'État tunisien n'a pas pris au sérieux la question de mettre en valeur les ruines des ksour. Ces monuments cachent derrière leur monumentalité architecturale des conflits institutionnels, sociaux et intergénérationnels, mais la société civile n'arrête pas de penser à comment mettre en valeur ce patrimoine délaissé à travers une dynamique liée aux acteurs.

Nous avons compris à travers nos travaux sur le terrain que notre terrain est loin de présenter une région marginalisée avec de vieilles constructions patrimoniales, mais elle regorge plutôt d'un potentiel patrimonial d'une grande richesse et d'un enjeu d'espace-temps. Nous devons utiliser ces codes pour être en harmonie avec tous les acteurs des lieux et les parties prenantes qui essaient chacun de son côté d'engager une action, mais qui reste réduite sur l'échelle temporelle et spatiale. De ce fait, il est intéressant

de signaler qu'un travail collectif sur le patrimoine matériel et immatériel, engagé dans le cadre de programmes prédéfinis et menés en concert avec toutes les parties prenantes, permet indéniablement la préservation du territoire patrimonial. Encore faut-il attirer l'attention sur les insuffisances constatées jusqu'ici, dues principalement à l'absence de coordinations entre les intervenants. Sans oublier la lourdeur bureaucratique qui fait que le système de prise de décision est très centralisé et les acteurs locaux sont réduits au rôle d'exécutants des directives reçues de l'administration centrale. La marginalité de cette zone est d'autant plus exacerbée qu'ils dépendent financièrement des subsides de l'État. Le mouvement associatif est lui-même émergent et ses actions sont très ponctuelles et restreintes.

En somme, la démarche qui a été proposée doit prendre en charge l'amélioration de la gestion et la gouvernance à travers le renforcement du partenariat entre les institutions publiques et privés. Cette démarche doit veiller à une meilleure implication des acteurs sociaux dans les enjeux de préservation du patrimoine et mettre les habitants et leurs représentants au centre du processus, ce qui mettra en valeur la coopération entre les différents acteurs à échelle local et régional.

Bibliographie

- Abaab, A., « L'agriculture familiale en Tunisie centrale face aux nouveaux défis écologiques et économiques », *Options Méditerranéennes*, Sér. B / n° 12, 1997.
- Baudelle, G., Guy C., Mérenne-Schoumaker B., *Le développement territorial en Europe. Concepts, enjeux et débats*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2011.
- Berthet, D., *L'art à l'épreuve du lieu*, Paris, L'Harmattan, 2004.
- Belhedi, A., « Territoires, appartenance et identification. Quelques réflexions à partir du cas tunisien », *L'Espace géographique*, 2006/4 Tome 35, 2006, pp. 310-316.
- Boutinet, J-P., *Anthropologie du projet*, Paris, PUF, 2012, 464p.
- Chamard, C. & Schlenker, L., *La place du marketing territorial dans le processus de transformation territoriale*, *Gestion et management public*, 6 (1), 41-57. <https://doi.org/10.3917/gmp.061.0041>, 2017.
- Duvillard S. et Fauvel C., « À la source de la ressource : le développement territorial peut-il passer outre la dimension foncière ? », *Montagnes Méditerranéennes*, n° 20, 2004, pp. 107- 117.
- Elloumi, M., Abaab, A., « Ajustement, mondialisation et zone difficiles : politiques de développement et stratégies des acteurs (le Sud tunisien) ». *Colloque international Sociétés en transition et développement local en Zones difficiles*, « DELZOD » Médenine, IRA, 2009.
- Ellouze, N., *Design social et design d'événement dans le Sud-Est tunisien : l'hétérotopie de l'espace ksourien : une recherche-projet*, Thèse de doctorat, université de Nîmes et université de Tunis, Le Centre pour la Communication Scientifique Directe. <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-02136217/document>, 2019.
- Fagnoni, E., Milhaud, O., Reghezza, M., « Marges, marginalité, marginalisation », *Bulletin de l'Association de géographes français*,

Association des Géographes Français, 94 (3), [\(halshs-01633195\)](#), 2017, pp.359-367.

- François, H., Hirczak, M., Senil, N, « Projet de développement territorial et processus de spécification », 43ème colloque de l'ASRDLF, *Dynamiques Territoriales*, Grenoble-Chambéry, 11-13 juillet 2007.

- Guerin, J-P., « Patrimoine, patrimonialisation, enjeux géographiques », in FOURNIER J.-M., Faire la géographie sociale aujourd'hui, Caen, Presses universitaires, Les Documents de la Maison de la Recherche en Sciences Humaines de Caen, 2001, N° 14, – Actes du colloque de géographie sociale des 18 et 19 novembre 1999, 2001, pp. 41-48.

- Kebir, L. 2010, « Pour une approche institutionnelle et territoriale des ressources », In Maillefert, M., Petit, O., Rousseau, S., *Ressources, patrimoine, territoires et développement durable*, Édition Peter Lang., (Eco Polis, Vol 10), 2010, pp. 69-86.

- Koop, K., Amilhat, A-L., « Approche critique des transferts contemporains des modèles de développement territorial vers les Suds », *L'information géographique*, Vol 75, pp. 6-14, 2011.

- Labiadh, I, *La Tunisie à l'épreuve de la territorialisation : réalités et perspectives du modèle de développement territorial. Géographie*, Université Grenoble Alpes, Français. (NNT : 2017GREAH007). (tel-01690861), 2017.

- Lamy, Y., *Du Monument Au Patrimoine : Matériaux Pour L'histoire Politique D'une Protection. Genèses*, 11, 50–81. <http://www.jstor.org/stable/26199276>, 1993.

- Popp, H., A. Kassah, *Les ksour du Sud tunisien*, Bayreuth, Atlas illustré d'un patrimoine culturel, 2010.

- Stiegler, B., « La Technique et le temps, la faute d'Epiméthée ». In : *Raison présente*, n°113, 1er trimestre 1995, Croyance, 1995, pp. 158-160.



Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux

 2, Avenue de France Imm Ibn Khaldoun (National), 2ème étage
Apt325-Tunis Bab Bhar 1000

 Tél.: (+216)71 325 129 - Fax: (+216)71 325 128

 contact@ftdes.net  ftdes.net

**FRIEDRICH
EBERT
STIFTUNG**



**TERRE
SOLIDAIRE**
Soyons les forces du changement